

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 07 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRENA

Boulevard Pasteur - La Noëlle - BP 20199
Usine d'aliments
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N1-2024-267-Rap Insp
Code AIOT : 0006301265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement TERRENA implanté Boulevard Pasteur - La Noëlle - BP 20199 44150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre des suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/12/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- Boulevard Pasteur - La Noëlle - BP 20199 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006301265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TERRENA exploite sur le site de La Noëlle, implanté sur la commune d'Ancenis, une unité de production d'aliments pour bétail. L'exploitation de ces activités est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 2 décembre 1988 complété le 9 décembre 1996 et le 22 juin 2005.

La cessation des activités viticoles a été acté par courrier préfectoral du 12 décembre 2019.

Les installations ayant fait l'objet de la visite sont : le bâtiment usine (partie Ouest), les magasins D, E et F et le stockage extérieur de palettes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 de l'annexe II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Suivi mise en demeure du 15/12/2022 : détection automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 1	/	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 6 mars 2024 a permis de constater le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 décembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. [...]</p>
Constats : <p>Constat du 28/09/2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les magasins A, B, C ainsi que certains locaux (automates, TGBT, salle électrique, salle de dosage, bureau, armoires électriques, local réception) sont équipés d'une détection automatique d'incendie.</p> <p>Il n'y a pas de système de détection automatique d'incendie au niveau des magasins D, E et F, sur le stockage couvert de palettes extérieur situé le long des magasins E et F (relevant de la rubrique 1510) et dans le bâtiment de production (présence de stockage relevant de la rubrique 1510).</p> <p>Constat du 06/03/2024 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans des implantations des extensions du système de détection incendie. Il a été constaté que des détecteurs ont été implantés au niveau des magasins D, E et F, sur le stockage couvert de palettes extérieur situé le long des magasins E et F et dans le bâtiment de production (au-dessus des stockages en rack). Il a également été constaté que ces nouveaux détecteurs ont été reliés à la centrale incendie existante de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Suivi mise en demeure du 15/12/2022 : détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi mise en demeure du 15/12/2022
Prescription contrôlée : <p>La société TERRENA exploitant des entrepôts couverts, au lieu-dit "La Noëlle", sur le territoire de la commune de ANCENIS-SAINT-GEREON, est mise en demeure de respecter les dispositions du</p>

point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en installant une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, au niveau des magasins D, E et F, sur le stockage couvert de palettes extérieur situé le long des magasins E et F et dans le bâtiment de production, dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les plans des implantations des extensions au système de détection automatique d'incendie. Il a été constaté que des détecteurs ont été implantés au niveau des magasins D, E et F, sur le stockage couvert de palettes extérieur situé le long des magasins E et F et dans le bâtiment de production (au-dessus des stockages en rack). Il a également été constaté que ces nouveaux détecteurs ont été reliés à la centrale incendie existante de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure